

François Rebsamen, le ministre qui doit mieux faire

LE MONDE | 05.06.2014 à 10h57 • Mis à jour le 05.06.2014 à 11h00 | Par Bastien Bonnefous et Jean-Baptiste Chastand

En lui cédant en mai son fauteuil de ministre du travail, Michel Sapin a laissé à François Rebsamen son poisson rouge, Titi, qui tourne en rond dans son bocal rue de Grenelle. Mais il lui a aussi laissé « *un des pires postes de la République en ce moment* », estiment plusieurs responsables socialistes. Celui que l'opposition a rebaptisé « *ministre du chômage* ». Celui qui, chaque mois, doit commenter les mauvais chiffres de l'emploi, indicateurs statistiques de la détresse sociale qui mine le pays.

François Rebsamen est aussi celui qui doit, dans les prochaines semaines, faire aboutir avec les partenaires sociaux le pacte de responsabilité, nouvel alpha et oméga du gouvernement. « *C'est vrai que mon ministère n'est pas le plus facile* », reconnaît l'intéressé. Mais, « *vu la situation, c'est aussi celui qui a la plus forte marge de progression* », ironise-t-il.

Il aura fallu attendre deux ans pour que le maire de Dijon, ancien bras droit de François Hollande lorsque celui-ci dirigeait le PS, devienne ministre. En 2012, il s'était fait doubler par Manuel Valls pour le ministère de l'intérieur, qu'il convoitait de longue date. Vexé, il avait refusé un grand portefeuille de la décentralisation dans le gouvernement Ayrault, préférant se replier sur sa mairie et sur la présidence du groupe socialiste au Sénat.

Pendant des mois, ce grognard de la « Hollande » a envoyé des flèches empoisonnées contre son camp. En s'opposant au non-cumul des mandats, qu'il jugeait démagogique. En enrageant contre le démarrage raté du quinquennat par la gauche, faute selon lui de n'avoir « *pas fait assez de politique* », et d'avoir succombé au réflexe technocratique.

Désormais dans l'équipe Valls, « Rebs », comme le surnomment les socialistes, a bien l'intention de « faire de la politique ». Pas question, pour lui, de gloser sur « *l'inversion de la courbe du chômage* », chère à son prédécesseur Michel Sapin. « *Lui ne fait pas de courbe. Il sait que la descente aux enfers de Hollande dans les sondages vient de cette promesse non tenue* », commente un proche.

« DILETTANTE »

Au lendemain des municipales, c'est le chef de l'Etat qui lui a demandé de rejoindre le gouvernement. « *Le président a vraiment souhaité qu'il mette les mains dans le cambouis, il a beaucoup insisté* », explique l'entourage du ministre. Une manière pour l'Elysée de renforcer son carré de fidèles, avec Stéphane Le Foll, Jean-Yves Le

Drian et Michel Sapin, au cas où Manuel Valls, le nouvel homme fort de Matignon, se prendrait à rêver de plus en 2017.

Mais ses débuts n'ont pas été des plus réussis. Si les partenaires sociaux louent son caractère chaleureux et entier, certains s'inquiètent de sa capacité à embrasser les sujets sociaux, lui qui a longtemps été vu comme un spécialiste de la sécurité. Sa première réunion sur la « mobilisation pour l'emploi » avec les syndicats et le patronat, le 5 mai, a ainsi laissé un goût amer à plusieurs participants. « *Il n'avait pas travaillé, il a lu son papier de manière dilettante et la réunion n'a débouché sur rien* », tacle un responsable patronal. « *On a tous été un peu surpris, comme si ça ne l'intéressait pas beaucoup* », abonde un syndicaliste.

Piqué au vif, François Rebsamen balaie tout procès en illégitimité. « *Je suis sans doute celui qui connaît le mieux les entreprises : j'ai été maire treize ans, j'ai passé mon temps à négoier avec les partenaires sociaux, je connais toutes les questions liées à l'emploi, je ne découvre rien* », assure-t-il.

EXPLOIT

Sa proposition de suspendre l'application des seuils sociaux dans les entreprises pendant trois ans, lancée le 28 mai, a provoqué une levée de boucliers générale. Le ministre a même réussi l'exploit de braquer la CFDT pour la première fois du quinquennat, alors que le syndicat est le principal partenaire de l'exécutif. « *En annonçant la suspension des seuils, le ministre du travail a commis plusieurs fautes : il entre par effraction dans la négociation sur la modernisation du dialogue social prévue à l'automne, et il lie la question à la création ou au maintien d'emplois pour répondre, semble-t-il, à une nouvelle injonction du patronat* », a attaqué, mercredi, Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT.

« *J'ai mis sur la table ce que je pense, ce que je ressens* », répond M. Rebsamen, qui évoque une « *initiative personnelle* ». Mais son idée a fait tousser la majorité. « *Je ne comprends pas comment on peut reprendre ce vieux débat : ce n'est pas cohérent avec la conception de la social-démocratie et du rôle des syndicats que nous défendons depuis deux ans* », estime Alain Vidalies, ancien ministre des relations avec le Parlement, redevenu député. « *Il a parlé un peu vite* », regrette un conseiller de l'Élysée.

Le vrai test pour le ministre aura lieu lors de la « conférence sociale » des 7 et 8 juillet. Si elle se passe bien, les critiques seront oubliées. Mais, si elle tourne à la foire d'empoigne, François Rebsamen sera sans doute accusé d'être responsable de l'échec de ce qui est considéré comme l'une des rares réussites du quinquennat : le dialogue social. Lui fait mine d'être serein. Pour preuve, ce fumeur devant l'éternel, qui a décidé d'arrêter net la nicotine, n'a pas allumé une cigarette depuis deux mois.